

## ÉLECTIONS EN AFRIQUE

# «De plus en plus difficile de frauder», selon des experts

**Les élections en Afrique sont souvent entachées d'accusations de fraude, mais sur le continent, ces pratiques sont devenues flagrantes en raison de la mobilisation de la société civile et du développement de la technologie, selon des experts.**

Les scrutins organisés ces derniers mois dans plusieurs pays africains n'ont pas connu de contestation majeure, contrairement au Gabon, actuellement en proie à des troubles post-électoraux, dit à l'AFP Mathias Hounkpe, responsable du programme de Gouvernance politique à la fondation Osiwa (Open Society Initiative for West Africa), qui promeut la bonne gouvernance et la transparence.

Le Gabon a organisé le 27 août une présidentielle à tour unique, remportée officiellement par le chef de l'Etat sortant Ali Bongo Ondimba avec 49,80% des voix devant son principal adversaire Jean Ping (48,23%), qui revendique la victoire et accuse le pouvoir de fraude.

Récemment, «au Nigeria, en Côte d'Ivoire, au Bénin, au Burkina Faso,

les élections se sont déroulées presque sans contestation, ce qui veut dire que tout le monde avait la capacité d'avoir les résultats et de compiler soi-même», affirme M. Hounkpe pour qui «il est de plus en plus difficile de frauder» à un scrutin de nos jours.

Il est possible, souligne-t-il, de réduire les brèches grâce à «un certain nombre de facteurs» : il faut un cadre légal d'organisation des élections «clair», des organes électoraux «en mesure de faire respecter les règles» et des acteurs indépendants qui puissent «garantir la crédibilité du processus», notamment les observateurs, nationaux ou étrangers, les mouvements sociaux et les médias, entre autres.

Son point de vue est partagé par Aboubacry Mbodji, secrétaire général

de la Rencontre africaine pour la défense des droits de l'Homme (Raddho), ONG panafricaine basée à Dakar ayant une longue expérience d'observation électorale.

«Le Sénégal, le Ghana, le Cap-Vert, le Bénin et le Burkina Faso ont montré des exemples de bonne pratique en matière électorale» avec une mobilisation de la société civile, de médias et de citoyens, note M. Mbodji. «Le rôle des médias et l'utilisation des nouvelles technologies de l'information et de la communication, c'est extrêmement important.»

### Mobilisations citoyennes

Il cite le cas du Sénégal, son pays, qui a connu deux alternances en douze ans. En 2000, le libéral Abdoulaye Wade est élu président au second tour face à Abdou Diouf, héritier d'un régime socialiste au pouvoir pendant 40 ans.

Le président Wade a ensuite été battu en 2012 par son ex-Premier ministre Macky Sall, au terme d'une mobilisation citoyenne contre sa volonté d'obtenir un troisième man-

dat. «Nous avons pu obtenir l'alternance en 2000 pour une grande part grâce à l'utilisation des téléphones portables, mais aussi de l'internet», assure Aboubacry Mbodji.

Lors de ce scrutin, les médias privés — surtout les radios — avaient permis, grâce à des appels en direct avec le téléphone portable, de publier en direct les résultats des dépouillements des bulletins de vote et donc de réduire sensiblement les velléités de fraude.

A Dakar, beaucoup se rappellent aussi que de nombreux Sénégalais, militants politiques ou simples citoyens, ont veillé devant les lieux de dépouillement pour s'assurer du respect des suffrages.

De nouveaux acteurs locaux sont apparus lors de la mobilisation contre un troisième mandat d'Abdoulaye Wade.

Parmi eux, le mouvement Y en a marre, formé par des jeunes, notamment des rappeurs, a inspiré des organisations similaires en Afrique : Le balai citoyen au Burkina Faso, Filimbi et Lutte pour le changement

(Lucha) en République démocratique du Congo. Avec autant de garde-fous, les tentatives de fraude sont désormais visibles au grand jour et s'accompagnent de mesures controversées : coupures des réseaux de télécommunications, d'internet et/ou des réseaux sociaux, restriction des espaces de liberté, ou interdiction de supervision de certaines étapes du processus électoral, indiquent les experts.

Une situation illustrée par la présidentielle de mars remportée par le chef de l'Etat sortant Denis Sassou Nguesso au Congo, où «même les observateurs de l'Union africaine n'ont pas pu communiquer correctement pour assurer pleinement leur mission», déplore Aboubacry Mbodji.

Cependant, pour Mathias Hounkpe, même ces pratiques ne peuvent totalement empêcher la circulation de documents authentiques ou la diffusion de témoignages sur des fraudes : «C'est comme si ceux qui sont au pouvoir avaient de moins en moins la capacité de manipuler le processus.»

# Des chars turcs sont entrés en Syrie, ouvrant un nouveau front

**Une vingtaine de chars turcs sont entrés samedi dans le village d'Al-Raï dans le nord de la Syrie pour combattre des djihadistes du groupe Etat islamique, Ankara ouvrant ainsi un nouveau front après le début de son intervention le mois dernier contre l'Ei, selon des médias d'Etat.**

Les chars sont entrés dans le village depuis la ville frontalière turque de Kilis pour soutenir militairement des rebelles de l'opposition syrienne, après avoir chassé les djihadistes de plusieurs villages de la région lors de son opération «Bouclier de

l'Euphrate» lancée le 24 août, a précisé l'agence de presse progouvernementale Anatolie. Au moins 20 chars, cinq blindés de transport de troupes, des camions et autres véhicules blindés ont franchi la frontière, a précisé l'agence privée Dogan. Pendant cette nouvelle opération terrestre, des cibles de l'Ei étaient visées par des tirs d'obus, selon Dogan.

Ahmed Othman, un commandant du groupe rebelle pro-turc Sultan Murad, a affirmé à l'AFP que son groupe était actuellement «positionné sur deux fronts à Al-Raï, au sud et à l'est du village, afin d'avancer vers les villages qui ont été libérés de l'Ei, à l'ouest de Jarablous».

Le 24 août, des rebelles syriens pro-Ankara ont repris Jarablous à l'Ei à la faveur d'une offensive éclair lancée par la

Turquie dans le cadre de l'opération «Bouclier de l'Euphrate», visant à la fois le groupe djihadiste et les milices kurdes.

C'est l'opération la plus ambitieuse menée par Ankara en Syrie depuis le déclenchement du conflit qui a fait plus de 290 000 morts depuis cinq ans.

Au cours des derniers jours, les rebelles ont progressé rapidement, reprenant à l'Ei plusieurs zones frontalières, avec le soutien de l'artillerie turque et des frappes aériennes de la coalition internationale dirigée par les Etats-Unis.

Selon l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH), les rebelles soutenus par Ankara ont également repris samedi trois villages près de la frontière, deux sur le front de Jarablous et un sur le front d'Al-Raï.

## LIBYE

# Nouvelle offensive contre le dernier réduit de l'Ei dans Syrte

Les forces du gouvernement libyen d'union nationale (GNA) ont lancé samedi une nouvelle offensive contre le dernier réduit du groupe Etat islamique (EI) dans la ville de Syrte, selon un communiqué et un de leurs combattants.

«Les combats ont commencé. Nos forces attaquent les dernières positions de Daesh» (acronyme arabe de l'Ei) dans le quartier N.3, a indiqué à l'AFP un combattant pro-GNA.

«Nos forces avancent à l'intérieur des dernières poches (de résistance) où se cachent les derniers combattants de Daesh dans le quartier N.3 et ont pris le contrôle de plusieurs positions», dont deux banques et un hôtel, a de son côté confirmé sur Facebook le centre de presse des forces loyales au gouvernement d'union, qui a précisé qu'elles avaient également déjoué une attaque suicide à la voiture piégée.

Située sur la côte méditerranéenne à environ 450 km à l'est de Tripoli, Syrte était devenue le fief de l'Ei en Libye après sa conquête en juin 2015.

Ces nouveaux combats ont fait au moins un mort dans les rangs pro-GNA, selon l'hôpital central de Misrata.

Un photographe de l'AFP présent à Syrte a vu des ambulances quitter la ville en direction de Misrata, ville située à mi-chemin entre Syrte et Tripoli.

L'opération militaire pour reprendre la ville a été lancée en mai par des troupes fidèles au GNA, seul exécutif libyen reconnu par la communauté internationale.

Dimanche, les forces du GNA avaient annoncé le début de «l'ultime bataille» pour reconquérir la totalité de Syrte, où un millier de combattants encerclaient alors les deux derniers quartiers aux mains des djihadistes.

## GABON

# Traces de sang et impacts de balles au siège de Jean Ping dévasté

**Du sang séché, des impacts de balles, des dossiers éparpillés, le siège de l'opposant Jean Ping à Libreville porte les traces de l'assaut donné par les forces de sécurité dans les violences qui ont suivi l'annonce de la réélection du président Ali Bongo.**

«Vous voulez voir à l'intérieur ?» Sa liberté de mouvement à peine retrouvée, Fulbert Mayombo Mbenjangoye, un responsable de l'opposition, conduit vendredi soir les journalistes vers l'immeuble d'habitation de plusieurs étages sous l'œil des gendarmes, qui l'ont retenu pendant 36 heures après l'assaut, avec 25 autres personnalités politiques et civiles gabonaises.

Au deuxième étage, au sol parmi les débris, sous une affiche du rival d'Ali Bongo promettant «Un Gabon à l'abri de la peur et du besoin», une immense trace rouge de sang séché. «C'est un garçon d'environ 25 ans qu'ils ont tiré par la fenêtre. Le cadavre est resté jusqu'à 14 heures (jeudi)», c'est-à-dire de nombreuses heures après l'assaut lancé dans la nuit de mercredi à jeudi, après la proclamation de la victoire d'Ali Bongo à la présidentielle qui a embrasé Libreville et le Gabon. «Ils nous ont demandé de ramper, ils ont tout cassé, ils ont pris nos ordinateurs», reprend le responsable politique en montrant une porte fracassée d'une petite pièce dont les fenêtres portent la trace de plusieurs impacts. «Voilà la balle qui devait me tuer. Heureusement que je me suis courbé», raconte M. Mayombo, président d'un petit parti membre du Front uni d'opposition.

«Je ne suis pas un militaire mais c'était des détonations de guerre. En 56 ans au Gabon, je n'ai jamais vu cela», poursuit-il encore sous le choc d'un assaut mené par des

hommes en civil, assure-t-il, alors que plusieurs centaines de personnes se trouvaient dans l'immeuble et alentour.

L'attaque a fait plus de deux morts, le chiffre donné par M. Ping, selon le quinquagénaire, à l'unisson de plusieurs opposants : «Environ une vingtaine. En tout cas, on fait des enquêtes». Après l'assaut, il a été retenu avec d'autres personnalités politiques et civiles dans la cour du bâtiment, sous surveillance policière.

### J'ai pensé à mes enfants

Brushing impeccable, drapeau du Gabon autour du cou, Chantal Myboto se souvient que les gendarmes étaient courtois, à la différence de la Garde républicaine dont elle déplore l'arrogance.

«J'ai pensé à mes enfants et j'ai dit à mon mari que je ne voulais pas mourir à cause d'Ali Bongo», affirme cette ex-proche de l'ancien président Omar Bongo, le père d'Ali, retenue avec son mari.

Celui-ci, Paul-Marie Gondjout, remercie «la communauté internationale» devant le représentant des Nations-Unies, Abdoulaye Bathily, qui a supervisé la sortie des 26 après une intervention de la France, l'ancienne puissance coloniale.

«Ces deux jours nous motivent encore plus dans le combat contre Ali Bongo qui se comporte en monarque», ajoute M. Gondjout, représentant de Jean Ping à la commission électorale. En fin de soirée, vendredi, les 26 opposants libérés se sont retrouvés autour de la piscine et de la pagode du domicile cossu de Jean Ping qui domine la capitale.

Ils font bloc autour de leur leader à l'heure de sa déclaration solennelle :

«Le monde entier connaît le président de la République du Gabon. Il s'appelle Jean Ping».